

Edito

« C'est très violent », « C'est d'une extrême violence ». Les éloges n'ont pas tari suite à notre dernière publication sur la promotion du directeur de Stains. La violence, et la dénonciation de la violence, c'est très tendance en cette période de manifestations des Gilets Jaunes. Et la directrice régionale ne s'est pas privée de s'en prendre à un de nos élus lors de la réunion du CRE de novembre pour lui dire tout le mal qu'elle pensait de la violence verbale qu'il y avait dans notre texte (sic). Dont acte !

À ceci près que la violence, tout comme la délinquance avec laquelle elle rime, peut aussi s'exercer en col blanc. Eh oui, la violence en col blanc, ça existe et c'est tous les jours qu'elle se manifeste. Ainsi, quand un directeur, prenons celui de Stains comme exemple, convoque les 4 salariés d'un groupe de travail, et annonce à 1 des 4 que c'est lui qui va être licencié, et pas un autre, ben ça, c'est de la violence. Mais rendons lui grâce, il n'est pas le seul : tous les salariés à qui l'on a dit qu'ils **seront** licenciés, alors même que le processus vient à peine de commencer, sans prendre la peine d'utiliser un conditionnel qui pourtant est de mise tant rien n'est moins sûr que l'aboutissement du projet de la direction de l'AFPA, tous ces salariés peuvent se dire victimes de la violence. Et celle-là, elle est autrement plus destructrice que le fait de se voir promu directeur régional et que ça fasse la une d'une publication syndicale. Car en effet, combien de familles vont être détruites si le plan va jusqu'au bout ? Et pas seulement les familles des salariés, mais également les familles de tous ceux qui comptent sur l'AFPA pour les sortir du chômage. Car oui, [comme en témoignent les anciens stagiaires sur la pétition en ligne](#), c'est bien grâce à l'AFPA, la qualité de ses formations et le professionnalisme de ses salariés qu'ils ont pu rebondir, s'en sortir, ...

À SUD FPA, on n'a pas l'habitude de tendre l'autre joue quand on nous colle une baffe, on préfère laisser ça à la CFTC. On est plutôt du genre à répondre à la violence par la violence. C'est ce qu'on a fait. Et c'est pas fini. Fallait pas commencer !

Violence : n. f. (Larousse en ligne)

Caractère de ce qui se manifeste, se produit ou produit ses effets avec une force intense, brutale et souvent destructrice ; Contrainte, physique ou morale, exercée sur une personne en vue de l'inciter à réaliser un acte déterminé.

Spéciale Plan

MOBILISATION DU 6 DÉCEMBRE :

À LA FIN, C'EST NOUS QU'ON VA GAGNER

Soyons un peu immodestes : la manifestation nationale du 6 décembre a rassemblé au-delà de ce que nous espérions. Ainsi, en plus des salariés montés de toutes les régions, on a eu le plaisir de retrouver des anciens salariés, mais également des anciens stagiaires qui sont passés pour nous soutenir, de même que des salariés du Service Public de l'Emploi (Pôle Emploi, Missions locales) et des associations de chômeurs. Le cortège s'est rendu jusqu'au Ministère du travail, en chanson(s) et en slogans divers. Une délégation intersyndicale CGT-CFDT-FO-SUD a été reçue au ministère. Manque de bol, le conseiller de Pénicaud ([vous savez, la ministre qui parle à la radio d'un SMIC qui serait à 1 888 €](#)) qui nous a reçus n'avait pas la bonne compétence pour parler avec nous : son truc à lui, c'est les plans sociaux et l'accompagnement des salariés vers la sortie. Question formation, il n'y connaissait pas grand-chose. Alors forcément, on n'a pas pu s'entendre, plus précisément, on ne lui a même pas parlé. « On veut discuter de l'AFPA avec la Ministre, voire avec son directeur de cabinet, et on ne bougera pas de là tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction ». En fait, un serment du jeu de paume réactualisé. Flottement, dénégation, blocage puis déblocage : la délégation obtient (à peu près) satisfaction, un rendez-vous avec le dircab' est arrêté au vendredi suivant 14 décembre. Il sera finalement décalé le temps du week-end et aura bien lieu le lundi 17 décembre.

LES 4 O.S. ET LA SECRÉTAIRE DU CCE REÇUES :

L'INTERVENTION DE SUD FPA

Les 4 organisations syndicales reçues interviennent de manière complémentaire pour dénoncer à la fois le désengagement de l'État, la perte du maillage territorial, le licenciement de formateurs censés former les chômeurs, l'absence de projet crédible pour l'AFPA... Bref ! Le projet de la direction générale, c'est du grand n'importe quoi, qui n'offre aucune perspective à l'AFPA. Le dircab' de Pénicaud (A. Foucher) répond point à point, sans jamais entrer dans la provocation par ses réponses. Ça nous change par rapport à nos interlocuteurs habituels en interne. .../...

.../... Ainsi, selon lui, « les appels d'offres c'est bien car ça permet de garantir la même qualité, au moindre coût, gage du bon usage de l'argent public », « les subventionnements de l'AFPA sont illégaux » et « enfin un gouvernement agit ». SUD relève **un nuage de mots** prononcés pendant les échanges et intervient au final sur ceux-ci :

- **Égalité républicaine** : Le principe des AO régionaux est contraire à l'égalité républicaine. La formation n'est pas QUE la satisfaction des besoins de main d'œuvre, or les conseils régionaux n'ont que cette visée. Mais ils oublient au passage que la formation est aussi un moyen d'émancipation.

- **Revenir sur les lois de décentralisation** : Pénicaud elle-même avait songé, d'après la presse, à revenir sur la décentralisation des crédits de la formpro, vu le peu de résultats sur l'emploi.

- **CICE** : du temps de la subvention par l'État, un chômeur que retrouvait un emploi durable avait coûté au contribuable entre 5000 et 7000 euros. Le CICE, c'est entre 50 et 100 fois plus par emploi créé ([cf. le rapport 2018 de France Stratégie](#))

- **Apprentissage** : qu'est-ce que l'apprentissage, sinon l'alternance geste professionnel / apports théoriques... précisément ce que fait l'AFPA depuis 70 ans (72 ans exactement).

- **Concurrence libre et non faussée** : tu parles ! les GRETA, financés par les conseils régionaux (en charge des Lycées) viennent en concurrence avec l'AFPA sur des appels d'offres des conseils régionaux. Pareil pour les chambres professionnelles. Il n'y a que l'AFPA qui devrait suivre les règles de la concurrence non faussée.

- **Sabotage, SNEFCA, Soudage** : Oui, il y a un sabotage de l'AFPA, on ferme des centres mais pas seulement, on ferme aussi des GRN comme le soudage partout dans l'Est de la France (Boulogne Franche

Comté, Champagne ardenne) alors que les besoins de main d'œuvre sont là, on ferme des centres spécialisés froid industriel et commercial au point que le syndicat professionnel a lancé une pétition en ligne contre la fermeture des centres AFPA (SNEFCA)

- **Coûts de l'AFPA** : On parle du coût de l'AFPA, sans parler du détail : l'entretien du patrimoine de l'État, les intérêts versés à l'État pour le prêt de 230 M€ soit 9 M€ d'intérêts tous les ans, le poids de sa hiérarchie (on est passé d'un effectif de 12 000 à 6 000 pendant que les hiérarchiques sont restés le même nombre).

- **Interministériel** : On veut un grenelle de l'AFPA, car la formation professionnelle des adultes ne concerne pas que le ministère du travail : aménagement du territoire ; 124 sites à réindustrialiser pile poil là où on ferme des centres AFPA ; plan mobilité et chômeurs obligés de se déplacer. 4 ou 5 ministères sont concernés.

MINISTÈRE ET BOULE DE GOMME :

QUELLE EST LA RÉPONSE ?

En réaction à la dénonciation du « sabotage de l'AFPA », le dircab' a cité Talleyrand « Tout ce qui est excessif est insignifiant ». Il n'empêche ! Il s'est quand même interrogé à voix haute sur le maillage territorial (11 départements qui se retrouvent avec zéro centre AFPA), sur l'étude préalable des besoins de main d'œuvre des branches professionnelles. Le dircab' va vérifier qu'il n'y ait pas de recul des services publics de la formation dans les milieux ruraux (pas forcément l'AFPA), et s'informer sur la pétition lancée par le syndicat des métiers du froid. Quant à la question « que se passerait-il si l'AFPA n'est pas au retour à l'équilibre économique en 2020 ? », on n'a pas eu la réponse...

On en est où en ce début d'année 2019 ?

Convoquée chez Bonneau (Président du conseil régional Centre-Val de Loire), convoquée chez Wauquiez (Président du conseil régional Auvergne-Rhône Alpes), convoquée rue de Grenelle, entre autres, la directrice générale est en train de faire exploser l'enveloppe des frais de mission. On ne connaît pas encore ce que ça a donné, mais les premiers effets visibles sont :

- report *sine die* des réunions CE/CRE extraordinaires du mois de janvier ;
- rencontres bilatérales direction / CGT et direction / CFTD ;

De leur côté, les experts CCE et IC-CHSCT ont déposé leur demandes de documents à fournir par la direction générale, avec même une demande d'injonction à la DIRECCTE pour l'IC-CHSCT... À suivre.

<i>Pour trouver un représentant SUDFPA-Solidaires en Ile de France</i>	
Paris : Martine GLEYZE	Nanterre/Meudon/Plessis : François DUVAL
DRIF : Jean-Marc CELLIER	Stains/Gonesse : Richard LALAU
Champs/Meaux : Nathalie LE VANNIER	Créteil : Bernard BONNET
Évry-Ris/Lardy : Jean DUFAU	Bernes / SOA : Pascal GRANDIN

SUD FPA Ile de France - 1 rue de la Citoyenneté - 93240 STAINS - <http://sudfpa.net>